

La « guerre économique » pour les Nuls (et les journalistes)

Publié sous la forme d'un feuilleton en quatre parties à partir du 11 août 2017, sur le [site de Mémoire des luttes](#), une enquête exclusive de Maurice Lemoine consacrée à la question de la « guerre économique » au Venezuela. Nous vous en proposons ici, l'intégrale et prêt à imprimer.

Alors que la vague de violence déclenchée par une opposition décidée à le renverser a provoqué la mort de plus de cent dix personnes depuis début avril, le président « chaviste » Nicolás Maduro a réussi son pari : faire élire une Assemblée nationale constituante le 30 juillet. Malgré une situation extrêmement tendue et les menaces proférées contre les électeurs par les groupes de choc d'extrême droite, plus de 8 millions de citoyens (41,5 % de l'électorat) se sont déplacés et ont choisi leurs représentants.

Largement traitée par des médias totalement acquis à l'opposition, la grave crise que traverse le Venezuela comporte une dimension systématiquement passée sous silence : comme dans le Chili de Salvador Allende, une sournoise mais féroce « guerre économique » déstabilise le pays.

Le 18 janvier 2013, alors que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (en anglais FAO) vient de publier son rapport annuel¹, son ambassadeur Marcelo Resende de Souza visite au Venezuela un marché de Valencia (Etat de Carabobo), accompagné du vice-président de l'époque Nicolás Maduro. « *Nous possédons toutes les données sur la faim dans le monde, déclare-t-il. Huit cents millions de personnes ont faim ; 49 millions en Amérique latine et dans la Caraïbe, mais aucune au Venezuela parce qu'ici la sécurité alimentaire est assurée.* »

Etrangement, quatre mois à peine se sont écoulés que, la maladie ayant emporté Hugo Chávez et son ex-vice-président venant d'être élu chef de l'Etat, le quotidien (et porte-parole officieux des multinationales espagnoles) *El País* entonne une toute autre chanson : « Le désapprovisionnement accule Maduro »². Certes, la pénurie concerne principalement, à ce moment, le papier hygiénique (qui, pendant de longues semaines, va fournir un passionnant sujet de dissertation aux pisse-copies du monde entier), mais, mentionne *El País*, elle s'ajoute à « *une absence cyclique (...) de la farine, du poulet, des déodorants, de l'huile de maïs, du sucre et du fromage (...) dans les supermarchés* ».

Ainsi débute médiatiquement ce qui va devenir « *la pire crise économique* » connue par ce pays, « *potentiellement l'un des plus riches au monde* », du fait de sa « *dépendance à l'or noir* », de « *la baisse du prix du baril de pétrole* » et de « *la gabegie du gouvernement* ». Alors que les porte-paroles de l'opposition incriminent en vrac l'excessive intervention de l'Etat, la régulation « autoritaire » des prix, l'impossibilité qui en découle pour l'entreprise privée de couvrir ses coûts de production, le manque de devises octroyées par le pouvoir pour importer matières premières et produits finis, les pénuries deviennent chroniques, les rayons des supermarchés désespérément vides, les files d'attente interminables, le « marché noir » omniprésent. « Au Venezuela, la baisse du pétrole fait flamber les prix des préservatifs » pourra bientôt titrer *Le Figaro* (17 février 2015). Même les médicaments deviennent introuvables, attisant l'angoisse et les souffrances de la population.

Une telle situation a de quoi émouvoir les humanistes du monde entier. « *S'il y a une crise humanitaire importante, c'est-à-dire un effondrement de l'économie, au point qu'ils [les Vénézuéliens] aient désespérément besoin d'aliments, d'eau et de choses comme ça, alors nous pourrions réagir* », annonce sur CNN, le 28 octobre 2015, le chef du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis (*Southern Command*), le général John Kelly, en réponse aux appels « désespérés » de la « société civile » vénézuélienne. Dès 2014, alors que la Table d'unité démocratique (MUD) appelait au renversement du chef de l'Etat en lançant l'opération « *La Salida* » (« la sortie »), l'une de ses dirigeantes, María Corina Machado, avait tracé la voie : « *Certains disent que nous devons attendre les élections dans quelques années. Est-ce que ceux qui n'arrivent pas à alimenter leurs enfants peuvent attendre ? (...) Le Venezuela ne peut plus attendre !* » La violente séquence subversive échoua, mais se solda par 43 morts et plus de 800 blessés. Et les Vénézuéliens continuèrent à éprouver des difficultés chaque jour plus insupportables pour s'approvisionner.

Le 6 décembre 2015, lors des élections législatives, les tracas, les privations et le mécontentement ayant érodé le moral des citoyens de tous bords, le chavisme perd 1 900 000 voix et devient minoritaire à l'Assemblée. Inversant les termes de l'équation, la grande internationale néolibérale célèbre ce triomphe de la « démocratie » sur le « chaos ». Soumis à une information triée et rassemblée pour conforter cet *a priori*, bien peu, en particulier à l'étranger, ont conscience de ce que cette victoire a reposé fondamentalement sur un torpillage de la « révolution bolivarienne » par une déstabilisation économique similaire à celle employée dans les années 1970 au Chili contre Salvador Allende. Dénoncée en son temps par les progressistes (plus organisés, lucides et courageux à l'époque qu'aujourd'hui), cette dernière fut officiellement confirmée, trente-cinq années plus tard, par la déclassification de vingt mille documents des archives secrètes du gouvernement des Etats-Unis. S'agissant de la « crise vénézuélienne », on peut donc espérer

¹ « Panorama de la Seguridad Alimentaria y Nutricional en América Latina y el Caribe 2012 », FAO, Rome, 2012.

² Alfredo Meza, « El desabastecimiento acorrala a Maduro », *El País*, Madrid, 16 mai 2013.

voir cesser la déconnexion entre discours médiatique et réalité dans environ... trois décennies. Ce qui, malheureusement, arrivera un peu tard pour la compréhension des événements et la défense urgente, sur la terre de Bolivar, d'une démocratie particulièrement menacée. Mais permettra sans doute à ceux qui, actuellement, ferment volontairement ou détournent lâchement les yeux, de vendre du papier en publiant et commentant avec une indignation de bon aloi ces « stupéfiantes révélations ».

Rien de nouveau sous le soleil, pourtant. En matière de « déstabilisation économique » débouchant sur un coup d'Etat, le Chili de l'Unité populaire (4 septembre 1970 – 11 septembre 1973) demeure évidemment une référence incontestée. Rien de plus clair que l'ordre donné par Richard Nixon à la Central Intelligence Agency (CIA) : « *Make the economy scream !* » (« faites crier l'économie »). Ainsi que la multiplication des mesures de rétorsion mises en œuvre contre Santiago : blocage des biens et avoirs chiliens aux Etats-Unis, disparition des machines et pièces de rechange pour les mines, manœuvres à l'international pour empêcher la consolidation de la dette chilienne, pressions sur le cours du cuivre, saisie-arrêt des exportations de ce métal vers l'Europe... En 1972, du fait des mesures sociales et de l'augmentation du pouvoir d'achat, la consommation populaire augmente considérablement. Suspens pendant la mise en vente de leurs stocks, retenant leurs marchandises, les entreprises privées provoquent délibérément des problèmes de ravitaillement. Des files d'attente interminables se forment à l'entrée des magasins. La majorité des biens de première nécessité – dont l'inévitable papier hygiénique ! – ne se trouvent plus qu'au marché noir. Quotidien chilien « de référence », *El Mercurio* se délecte : « Le socialisme c'est la pénurie ». Casseroles vides à la main, des milliers d'opposants se rassemblent dans les rues. Le 25 juillet 1973, grassement « arrosée » de 2 millions de dollars par la CIA, la puissante fédération des camionneurs déclare une grève illimitée et immobilise sa flotte de poids lourds pour empêcher les aliments de parvenir à la population. Dans très peu de temps, il ne restera au général Augusto Pinochet qu'à intervenir pour mettre un terme à la débâcle de l'« économie socialiste ».

Les difficultés du peuple constituant un ferment constant de révoltes, des techniques relevant de la même philosophie avaient déjà été utilisées contre Cuba. Prenant acte du fait qu'on ne pouvait compter sur un soulèvement populaire pour renverser Fidel Castro, le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires internationales Lester D. Malory conseilla dans son rapport du 6 avril 1960 : « **Le seul moyen prévisible de réduire le soutien interne passe par le désenchantement et le découragement basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques (...). Tout moyen pour affaiblir la vie économique de Cuba doit être utilisé rapidement (...) dans le but de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement.** » Le 3 février 1962, dans le but d'étrangler l'île, John Fitzgerald Kennedy annoncera la mise en place de l'embargo – toujours en vigueur actuellement. Sans résultat dans ce cas, à l'exception des souffrances inutiles infligées au peuple cubain.

Vingt ans après Cuba avec Fulgencio Batista, le Nicaragua sandiniste s'est débarrassé en 1979 de son dictateur Anastasio Somoza. Alors que les premières élections libres doivent avoir lieu le 4 novembre 1984 et que les troupes contre-révolutionnaires – la « *contra* » –, financées, entraînées et approvisionnées par les Etats-Unis, harcèlent le pays depuis le Honduras et le Costa Rica voisins, des agents des forces spéciales américaines minent les eaux de plusieurs ports nicaraguayens en début d'année. De nombreux navires ayant été endommagés, les primes d'assurance augmentent, les bateaux marchands étrangers évitent la destination, affectant très fortement l'économie par la réduction drastique des importations et des exportations. Objectif atteint ! « La pénurie au cœur des élections », titre et développe *Libération*, le 2 novembre 1984 : « *Au marché noir, on peut pratiquement tout acheter, à condition d'y mettre le prix : 65 cordobas les deux piles de radio (produit rare), 160 le tube de dentifrice. L'occupation principale de quelques centaines de "hiboux" consiste à se procurer des dollars au marché noir (environ dix fois le taux officiel) puis à partir s'approvisionner au Costa Rica ou au Guatemala. Les produits sont ensuite revendus jusqu'à vingt fois le prix officiel, dans les baraques [du marché] de "l'Oriental" de Managua. (...) L'étatisation économique se renforce de jour en jour. (...) Les partis d'opposition affirment que les problèmes de ravitaillement ont constitué le thème le plus mobilisateur [c'est nous qui soulignons].* »

Les Nicaraguayens n'étant pas tombés dans le piège et le sandiniste Daniel Ortega ayant malgré tout été élu président de la République avec 67 % des voix, Washington doublera la mise en imposant au Nicaragua un embargo commercial total en 1985. Cette agression militaire et économique entraînant une très forte dégradation de la situation, le pays s'endettera, s'enlisera dans une gestion de survie et devra mettre genoux à terre, « vaincu par la faim et la guerre », lors de l'élection présidentielle du 25 février 1990.

Au Venezuela, si Hugo Chávez a évoqué le concept de « guerre économique » dès 2010, le premier à la théoriser, en 2013, a été Luis Salas. La source d'inspiration initiale de ce chercheur du Centre stratégique latino-américain de géopolitique (Celag), très éphémère ministre de l'économie en 2016, a de quoi surprendre : loin des exemples latino-américains précédemment cités, il explique avoir fondé les prémices de sa réflexion sur l'ouvrage *Les problèmes politiques du plein emploi*³ que l'auteur polonais Michal Kalecki (1899 – 1970) écrit en se basant sur son expérience vécue... en France, sous le Front populaire. « *Il y dit que, d'un point de vue marxiste conventionnel, on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé. Car, paradoxalement, pendant ses trois années, à travers les hausses salariales et l'augmentation de la consommation ainsi que la croissance enregistrée, le gouvernement de Léon Blum avait permis un enrichissement des entrepreneurs et des commerçants.* »

³ Essai initialement publié en 1943 dans le *Political Quarterly*, fondé à Londres en 1930 par Leonard Woolf (époux de Virginia Woolf).

Or, et même en supposant que ceux-ci ont tout intérêt à ce qu'un gouvernement, à travers le plein emploi, augmente le pouvoir d'achat de la population, ce type de politique pose au capital un problème fondamental. *« Pour les patrons, le plein emploi rend la main d'œuvre plus chère et les travailleurs moins dociles, moins susceptibles d'accepter n'importe quoi. Entre autres inconvénients, le capital ne peut plus jouer sur la menace de licenciement. Par ailleurs, le gouvernement Blum avait commencé à assumer de nombreuses tâches qui, normalement, appartenaient aux patrons, comme la distribution des aliments. Leur pouvoir reposait là-dessus... »* Politique à court terme, le problème devient économique à long terme. *« Leur pouvoir, en tant que classe, pouvait être déplacé. »* La presse de droite se déchaîna alors contre les *« salopards en casquette »* qui allaient profiter des congés payés ; financiers et industriels spéculèrent et transférèrent leurs capitaux vers l'étranger. La suite appartient à l'Histoire de France. Mais présente de fait quelques similitudes avec ce qui se passe au Venezuela où, s'estimant menacé, le « monde de l'entreprise » participe activement au sabotage de l'économie.

« En 2013, quand Maduro est arrivé au pouvoir, rappelle Salas, la loi du travail, la dernière qu'a signée Chávez [le 30 avril 2012], venait d'être approuvée. Et cette loi, bien qu'elle n'altère pas la relation capital/travail, crée un nouveau rapport qui complique la domination sur les travailleurs. Elle octroie la stabilité salariale, réduit la durée du travail à quarante heures hebdomadaires, sanctionne les licenciements injustifiés, rend les vacances obligatoires, crée des avantages nouveaux, etc. Dès lors, patronat et négociants ont affiné leurs techniques pour se débarrasser de Maduro. »

« Affiner » est bien le mot, car ils n'en étaient pas à leur coup d'essai. En 2001, après la signature de 49 décrets-lois emblématiques – loi sur les hydrocarbures, loi sur la terre et le développement agricole, loi de la pêche, etc. –, puis, surtout, fin 2002, après l'échec du fugace coup d'Etat américano-militaro-médiatico-patronal d'avril, Chávez lui-même a dû affronter ce type de déstabilisation. Du 2 décembre 2002 au 9 février 2003, alors que ses hauts cadres dirigeants paralysaient la compagnie pétrolière PDVSA et que le pays sombrait, victime non d'une « grève générale » mais d'un « lock out » patronal, les aliments et autres biens de première nécessité disparurent dans les *« barrios »*. C'est l'époque où, dans l'Etat de Zulia, on put voir des producteurs de lait jeter dans les rivières des millions de litres de leur production pour générer la pénurie.

Particulièrement affectée et ouvertement poussée à se révolter comme elle le fit (spontanément) lors du *« caracazo »* en 1989⁴, la population modeste, base sociale du chavisme, conserva son sang-froid et ne tomba pas dans la provocation. Au terme d'une bataille de soixante-trois jours, le *« comandante »* reprit le contrôle, mais, la paralysie de l'activité économique avait coûté 20 milliards de dollars au pays et une remontée spectaculaire de la pauvreté – passée de 60 % en 1997 à 39 % fin 2001, elle atteignit 48 % en 2002 puis 55,1 % en 2003. Près de 590 000 travailleurs, essentiellement des femmes, se retrouvèrent sans travail de 2001 à 2003 ; les morts par dénutrition augmentèrent de 31 %.

La reprise du contrôle de PDVSA et l'affectation des revenus pétroliers au financement des politiques sociales permettront de renverser la situation (21,2 % de pauvreté en 2012) jusqu'à l'actuelle phase de déstabilisation.

Ainsi, donc, à en croire la vulgate en vogue, depuis que la crise financière internationale a orienté le cours du pétrole à la baisse en 2008, la rente ne suffit plus à couvrir la facture des importations. Etonnant, non ? Ayant pulvérisé les sommets à la mi-2008 (150 dollars le baril), l'or noir est certes redescendu à 38 dollars en 2015 avant d'osciller entre 21 et 24 dollars en 2016, mais il se vendait à... 7 dollars le baril en 1998, lors de l'arrivée au pouvoir de Chávez. Et personne ne se souvient avoir vu à l'époque de longues files d'attente devant les commerces – depuis les échoppes jusqu'aux supermarchés.

D'aucuns pourraient objecter que, plongés alors en masse dans la pauvreté, les Vénézuéliens consommaient beaucoup moins à l'époque qu'à l'heure actuelle (ce qui est vrai !) ; bien peu le font car ce serait évidemment un hommage rendu implicitement par le vice à la vertu. Mais en tout état de cause, avec un pétrole remonté en 2017 aux alentours de 40 dollars, la théorie de la population « au bord de la famine » à cause du « pays en faillite » résiste mal à la réflexion (pour peu, bien sûr, qu'il y ait une réflexion).

Commençons par le commencement – d'après les porte-parole officiels et officieux du patronat, le gouvernement n'octroie pas aux entreprises les dollars nécessaires à l'importation et à la production – et tentons d'analyser la situation...

Quatre-vingt-quinze pour cent des devises du pays proviennent de l'exportation du pétrole. Cette situation structurelle date de 1920, année où a été approuvée la première loi sur les hydrocarbures et où s'est établi le mécanisme à travers lequel l'Etat capte une partie, plus ou moins importante selon les périodes, de la rente pétrolière. Depuis le début de ce XXe siècle, la bourgeoisie s'est ingéniée à se réapproprier cette rente en échangeant ses bolívares contre des dollars et à l'utiliser essentiellement pour importer – ce qui ne présente aucun risque et ne requiert aucun investissement. Il en résulte que, pour en revenir à la période actuelle, les 10 % des exportations non pétrolières du Venezuela sont constitués de produits minéraux (26 %), chimiques (45 %), de plastiques et de caoutchouc (3 %), de métaux (10 %), tous produits par... des entreprises publiques. La contribution du secteur privé, en moyenne, ne dépasse pas 1 % du total des exportations⁵.

⁴ Révolte populaire brutalement réprimée par le gouvernement du social-démocrate Carlos Andrés Pérez – 3 000 morts – en février 1989, à la suite d'un ajustement structurel imposé par le Fonds monétaire international (FMI).

⁵ Pascualina Curcio, « Mitos sobre la economía venezolana », 15 y ultimo, Caracas, 17 juin 2017.

Ce n'est donc pas le pétrole en soi qui constitue un problème, mais le fait que si les devises se trouvent initialement et en quasi-totalité entre les mains de l'Etat c'est parce que le secteur privé, moteur autoproclamé d'une économie « dynamique » et « efficace », se limite (dans le meilleur des cas) à fournir par l'importation le marché intérieur, en prenant une confortable marge au passage, et ne participe quasiment pas à l'accroissement de la richesse nationale. Plutôt que d'investir, il n'a pour préoccupation que de récupérer le magot et de l'utiliser à son profit.

Une fois ce cadre global établi, on cherchera l'erreur : depuis qu'en 2003 a été instauré un contrôle des changes pour éviter la fuite des capitaux, les entreprises privées ont reçu de l'Etat 338,341 milliards de dollars pour l'importation de biens et de services. En 2004, alors qu'elles ont disposé à cette fin de 15,75 milliards de dollars, on n'a constaté aucune pénurie. En 2013, alors que la somme attribuée a quasiment doublé pour atteindre 30,859 milliards de dollars, les principaux biens essentiels ont disparu⁶. Doit-on parler de magie ? Peut-être. Mais, dans ce cas, de magie noire.

Si la crise économique mondiale et la baisse des prix du pétrole ont évidemment un rôle dans la dégradation de la situation, elles n'en sont aucunement la cause principale. La conviction des néolibéraux nationaux et internationaux qu'il fallait profiter de la mort de Chávez pour « achever » la « révolution bolivarienne » a incontestablement marqué le point d'inflexion vers l'organisation du désastre. Dès lors, d'après Pascualina Curcio, professeure de sciences économiques à l'Université Simón Bolívar, s'articulent quatre phénomènes : une pénurie programmée et sélective des biens de première nécessité ; une inflation artificiellement provoquée ; un embargo commercial camouflé ; un blocus financier international. Auxquels on ajoutera, depuis avril 2017, la violence insurrectionnelle soutenue par les Etats-Unis, leurs alliés régionaux (Argentine, Brésil, Mexique) ainsi que l'Union européenne, sanctifiée par les commissaires politiques des médias. Ce que d'aucuns appellent « une guerre de quatrième génération ».

En 2004, tandis qu'étaient importés pour 2,1 milliards de dollars d'aliments, chacun pouvait se nourrir dans des conditions normales. En 2014, avec 7,7 milliards, une augmentation de 91 % – sachant que, depuis 2004, le gouvernement octroie les dollars à un taux préférentiel pour l'achat des biens essentiels –, on ne trouve plus ni beurre, ni huile, ni farine de maïs précuite, ni riz, ni lait en poudre, ni pâtes alimentaires, ni lait pasteurisé, ni viande de bœuf, ni fromages, ni mayonnaise, ni sucre, ni café sur les rayons des commerces et des grandes surfaces. En revanche, les gondoles croulent sous les boissons gazeuses, les galettes, les biscuits, les friandises, les gourmandises et autres sucreries, les conserves exotiques, les surgelés sophistiqués. De quoi s'interroger sur la curieuse « crise humanitaire » dont le monde entier a entendu parler.

Le 20 mai 2016, Agustín Otxotorena, un entrepreneur basque pas spécialement « chaviste » résidant à Caracas, fatigué de répondre à ses amis et proches qui, depuis l'Espagne, s'alarmaient pour sa santé dans un pays affecté par une famine similaire à celles qui frappent la Somalie ou l'Ethiopie, en fut réduit à publier sur sa page Facebook une série de photographies particulièrement édifiantes prises dans les établissements commerciaux des secteurs des classes moyenne et supérieure de l'est et du sud-est de Caracas (les fiefs de l'opposition). « *Si tu as de l'argent, persiflait-il, il y a du whisky 18 ans d'âge, du rhum vénézuélien exquis, du champagne français, de la vodka russe ou suédoise, des bonbons belges, des viandes savoureuses, des langoustes, des vêtements de marque, des restaurants exclusifs, des discothèques spectaculaires, des plages avec des yachts, des clubs de golf et hippiques, des terrains de tennis et de football, et tout un pays à l'intérieur d'un autre pays, où il n'y a pas de pauvres, où les femmes et les enfants sont blonds, vont dans des collèges exclusifs, des universités exclusives, et se divertissent dans l'île de la Tortue ou dans l'archipel de Los Roques, là où les uniques Noirs ou pauvres sont les serveurs, le personnel des services ou de la sécurité* », avant de conclure l'une de ses dernières livraisons d'un rageur (et en majuscules) : « *JE SUIS FATIGUÉ DES MENSONGES !* »⁷

D'où la question que tout un chacun (à condition de ne pas être journaliste) se pose forcément : pourquoi y a-t-il pénurie de certains produits et pas d'autres, pourquoi des aliments sont-ils si difficiles à obtenir et d'autres non ? Pourquoi les fruits et les légumes, par exemple, n'ont-ils pas disparu ?

Contrairement à une idée largement répandue, le secteur agricole a connu une profonde transformation. « *Ceux qui l'ont connu avant la loi des terres de 2001, confie l'ex-ministre de l'Agriculture Iván Gil, savent qu'il s'agissait d'un secteur constitué d'ouvriers agricoles travaillant pour de grandes compagnies. Depuis, l'ascension sociale des paysans a été spectaculaire.* » A partir de 2001, plus de 7 millions d'hectares ont été régularisés – les paysans ayant obtenu des titres de propriété – et 3,5 millions d'hectares repris au « *latifundio* ». Un million d'hectares nouveaux ont été mis en production⁸. Ce qui, bien entendu, ne résout pas tous les problèmes. « *Après une progression soutenue jusqu'à 2008, le pays a souffert d'une sécheresse désastreuse de 2008 à 2010, a connu un début de récupération à partir de 2011, une production importante en 2013 et 2014, puis des difficultés en 2015 et 2016 car l'agriculture est un secteur très sensible*

⁶ Pascualina Curcio, *La Mano visible del Mercado. Guerra económica en Venezuela*, Editorial Nosotros Mismos, Caracas 2016. De nombreux chiffres mentionnés dans cet article proviennent de cette étude. Voir également sur le Web : « Venezuela : tout comprendre sur l'inflation et les pénuries », *Venezuela Infos*, 29 mai 2017.

⁷ Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=p447jwE7lac>

⁸ On en trouve la trace dans les résultats électoraux : alors que le chavisme a reculé dans les villes, l'appui à la révolution demeure intact dans le secteur rural.

aux variations économiques nationales. Ceux qui dépendent des engrais et intrants importés sont ceux qui souffrent le plus. » Les grands propriétaires traditionnels, qui se plaignent et que l'on entend.

Néanmoins, grâce aux investissements qu'a lancé Chávez, le monde agricole est celui qui supporte le mieux la guerre économique. Et de fait, ce sont les petits producteurs nationaux qui fournissent le pays en produits vivriers.

Si, parmi les vivres qui disparaissent, se trouvent les vingt aliments les plus consommés par les Vénézuéliens, ce sont ceux que produit le secteur agro-industriel. Là où le capital contrôle la technologie et la transformation des matières premières en denrées élaborées. « *Outre qu'ils sont très consommés, note Curcio, leur production et leur distribution sont concentrées entre peu de mains : celles des monopoles et des oligopoles nationaux et internationaux.* » C'est-à-dire seulement 10 % des entreprises privées. Sachant que le pouvoir de ces dernières est encore plus grand quand il s'agit de produits très difficiles à remplacer, comme les aliments et les médicaments. Ou, dans un autre domaine, les pièces de rechange pour les véhicules, les machines et les équipements.

Les études chiffrées le constatent : tant la production que la consommation des produits absents sur le marché s'est maintenue relativement constante depuis 2012. D'ailleurs, les importations totales, en 2014, en pleine crise des « *guarimbas* », ont été en moyenne de 91 % supérieures à celles de 2004. Comme dirait l'autre, « il y a un truc ! » – qu'on nous pardonne la familiarité.

Dans ce Venezuela désormais dépourvu de tout, des tonnes d'aliments et d'autres produits dorment dans des hangars, d'où ils sont dirigés vers des filières illégales. On se contentera ici d'une poignée d'exemples glanés quotidiennement dans la presse vénézuélienne – y compris d'opposition. Le 18 octobre 2013 (quelques semaines avant les élections municipales du 8 décembre), à Maracaibo, la police bolivarienne saisit 10 tonnes de sucre, 3,5 tonnes de riz, 1,5 tonnes de farine de blé, 4500 litres d'huile, etc., dissimulés dans un dépôt de la grande surface Súper tienda Caribe. Le 5 février 2014, dans le Táchira, une opération des services de renseignement permet de récupérer dans plusieurs hangars... 939,2 tonnes (!) d'aliments de première nécessité subventionnés par l'Etat qui se trouvaient soustraits au marché (648 tonnes de riz, 246 de sucre, 37 de grains, 2 de beurre, 54 000 litres d'huile, 300 kilos de café, etc.).

D'autres arrivées de marchandises sont proprement sabotées. Le 14 juillet 2016, dans le port de La Guaira, grâce au déploiement de la « Grande mission approvisionnement sûr », une inspection permet de découvrir quatre-vingt-un conteneurs abandonnés. Destinés tant à des entreprises privées qu'à l'administration publique, ils regorgeaient de produits d'hygiène personnelle, d'ordinateurs, d'imprimantes, d'engrais pour l'agriculture et de produits chimiques nécessaires à la fabrication de médicaments.

Le 31 août 2016, 57 tonnes de viande, de poulet et de poisson en décomposition sont découverts dans les installations de Biangi Mar et d'Avicomar C.A, situés à Los Teques (Etat de Miranda). Même phénomène au mois de juin, quand Distribuidora y Procesadora de Huevos Ovomar C.A. abandonne sur une décharge de Santa Cruz (Etat d'Aragua) trois millions d'œufs stockés depuis le mois d'octobre précédent.

Cas extrêmes que les trois derniers. Car la sphère patronale a tiré les leçons de la « grève générale » de décembre 2002-janvier 2003. A cette occasion, alors que l'on enregistrait les niveaux de production historiquement les plus bas depuis 1999, le secteur public a vu ses revenus diminuer de 12 % et le secteur privé de... 15 %. C'est lui qui, à l'époque, a le plus souffert de son brillant sabotage de l'économie !

Pas question de répéter la même erreur. Les biens sortis du marché pour lui rendre la vie impossible doivent néanmoins parvenir à la population. Mais après mille détours, mille tourments et à un prix hallucinant.

Un retour à la loi de la jungle. Soustraits à grande échelle au marché formel, les produits au prix régulé finissent entre les mains de ceux qu'on appelle les « *bachaqueros* » : des revendeurs informels qui, dans les rues, sur les marchés municipaux, dans les lieux les plus improbables, vendent les marchandises en gonflant les prix – ce qui, effet collatéral, alimente l'inflation. Les grands entrepreneurs ayant donné l'exemple, les sous-fifres suivent le mouvement. Autant par esprit de lucre que pour des raisons purement politiques, des commerces de moindre importance, pharmacies, petits supermarchés, se jettent dans le trafic. Pour augmenter leurs bénéfices, ils détournent leurs marchandises vers le « *bachaqueo* », puis lèvent les bras au ciel face aux consommateurs en invoquant des retards de livraisons ou les pénuries dues au gouvernement.

Par définition, sur un désordre de ce type se greffent et prolifèrent les mafias. Alors que des files d'attente impossibles serpentent depuis l'aube devant les rideaux de fer des magasins, des groupes de nervis organisés apparaissent à l'heure de l'ouverture et occupent de force les premières positions ou font passer en priorité leurs « protégés ». Qui se livreront un peu plus tard eux-mêmes au « *bachaqueo* ». Le tout sous l'œil parfois impassible des forces de l'ordre – police municipale, nationale ou gardes nationaux.

Qu'une partie de la population pauvre se dédie à acheter massivement les produits de première nécessité pour les revendre à d'aussi pauvres qu'eux en multipliant le prix par cent a de quoi laisser pantois. Les quinze années de pédagogie révolutionnaire de feu Chávez n'auraient-elles porté aucun fruit ? « *Ça nous a surpris aussi, nous confie l'un de nos interlocuteurs. Il faudrait une étude sociologique afin de comprendre pourquoi cette lèpre s'est autant développée alors qu'ont été résolus un certain nombre de besoins objectifs de la population. Ce phénomène, qui a commencé de façon localisée, aurait dû être traité immédiatement comme un problème d'ordre public. On l'a sous-estimé, on l'a laissé croître*

et, à mesure que la crise économique s'est aggravée, il a fait de plus en plus d'adeptes, les gens voyant dans cette activité un moyen d'augmenter leurs revenus. Mais, à l'origine, il n'a aucunement été spontané. Il y a eu intention délibérée de saboter les réseaux de distribution. »

Et seulement eux. « Les chiffres communiqués par les entreprises privées elles-mêmes permettent de constater que la production d'aliments n'a pas diminué », remarque Curcio. Ainsi de la farine de maïs précuit, la denrée la plus consommée quotidiennement par les Vénézuéliens. Depuis 2013, ceux-ci affrontent les plus extrêmes difficultés pour s'en procurer. Pourtant, statistiquement, sa consommation se maintient aux niveaux habituels. Et tant Alimentos Polar – premier fabricant de produits alimentaires du pays, mais qui ne produit pas un hectare de la céréale en question – que les entreprises qui se partagent les 50 % restants du marché ont maintenu leurs niveaux d'importation/production. Comportement qui se répète pour tous les aliments désormais hors de portée du fait du désapprovisionnement.

C'est ainsi que, le 8 janvier 2017, la police a pu saisir 3 tonnes de farine de maïs précuit dans une résidence de Barcelona (capitale de l'Etat d'Anzoátegui) ; dénoncés par des voisins excédés, les deux spéculateurs arrêtés, récidivistes, revendaient cette denrée devenue introuvable à dix fois sa valeur au prix régulé.

Le 17 mars 2017, sur l'avenue Baralt, dans le centre de Caracas, la boulangerie Maison Bakery est occupée par un groupe d'habitants du quartier, puis saisie par l'Etat. Depuis un certain temps, les clients réclamaient avec véhémence que soient respectés les prix régulés. L'établissement recevait de la farine subventionnée, mais n'offrait aux consommateurs – quand elle les leur offrait – que des pains chaque jour plus petits, passés de 180 grammes à 140 grammes pour le même prix.

Avec les Etats-Unis, le Canada et l'Argentine, le Venezuela est le pays du continent qui consomme le plus de pain et donc de blé. Une céréale que, du fait de son climat et de son histoire, il ne produit pratiquement pas. Qui importe ce blé acheté sur les marchés internationaux ? L'Etat vénézuélien. Une fois arrivé au port, et à travers Casa, une entreprise publique, le grain est fourni à douze minoteries privées – dont les quatre plus importantes contrôlent 78 % du marché : la multinationale Cargill (27 %), la mexicaine Monaca (26 %), Mocasa (15 %) et Molvenca (10 %).

Président de Cargill Venezuela, Jon Ander Badiola préside également la Chambre vénézolano- américaine de commerce et d'industrie (Venamcham), qui, comme son nom l'indique, représente les intérêts des firmes états-uniennes dans le pays ; s'agissant de Monaca, on se souviendra que le syndicat de ses employés a porté plainte en avril 2016 et réclamé qu'une enquête soit ouverte sur le sort de 550 tonnes de blé mentionnées dans les inventaires de l'entreprise mais introuvables dans les entrepôts ; président de Mocasa, Giovanni Basile Passalacqua a lui le douteux privilège d'apparaître dans les « Panama Papers » pour deux de ses affaires, Gold Lake LLC et Diamond Lake LLC, enregistrées dans le paradis fiscal du Nevada (Etats-Unis) ; Molvenca appartient au multimillionnaire italien Giuseppe Sindoni⁹. Tous d'ardents « défenseurs du peuple », on l'aura compris.

« La vérité, c'est que nous manquons de matière première, clame en mars dernier, comme il le fait régulièrement, José Sanchez, porte-parole de la Fevipan, la fédération du secteur. Le Venezuela a besoin de 120 000 tonnes de farine par mois. Or le gouvernement ne nous en fournit que 30 000 tonnes. » Puis suit le refrain désormais universellement connu : *« Malheureusement, il n'a pas les devises nécessaires pour acheter la farine dont le pays a besoin. »*

Il y a bien sûr vérité et vérité. Il arrive, à certains moments, et ponctuellement, que le Venezuela manque de cette matière première, c'est un fait. « Le gouvernement a annoncé hier qu'il allait acheter du blé à la Russie, nous confie-t-on ainsi, le 19 mai dernier. C'est intéressant. Toutefois, le problème n'est pas la quantité importée, mais comment est distribuée la farine après transformation. » En effet, c'est lors de ce transport que s'organise la pénurie. Brouillant les pistes et gardant en apparence les mains blanches, les minoteries précédemment citées ainsi que quelques autres délèguent la distribution de la marchandise à des sous-traitants. Une majorité des dix mille boulangeries du pays ne sont pas livrées régulièrement. D'autres, au fort pouvoir économique, liés à certaines mafias, reçoivent plus de marchandise que nécessaire. Elles revendent au prix fort, mais dans des délais aléatoires, une partie de leur superflu à celles qui sont dépourvues. Dans un autre registre, on peut voir – comme nous l'avons vu – sur la devanture de nombre d'établissements une affiche « Il n'y a pas de pain ». Curieusement, leurs étals regorgent de gâteaux, brioches, « cachitos » (pain fourré au jambon et au fromage), sandwiches et pizzas. Vendue plus chère, cette production secondaire compense les pertes dues à la non fabrication du pain tant attendu par la population. Laquelle voit sa vie se transformer en calvaire, se privant ou passant son temps à faire la queue.

D'où l'annonce par le président Maduro, en mars dernier, de l'ouverture d'une centaine de boulangeries populaires, sous la responsabilité des Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP).

Des dirigeants de l'opposition aux prélats (bien nourris !) de la Conférence épiscopale vénézuélienne en passant par le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), le grand ami de Washington Luis Almagro, monte un même cri : il faut d'urgence ouvrir un « canal humanitaire » pour permettre l'approvisionnement du pays en matériel et en produits médicaux. D'après Freddy Ceballos, président de la Fédération pharmaceutique du Venezuela, la dette de l'Etat envers le secteur serait colossale : plus de 5 milliards de dollars. En conséquence, les stocks de médicaments disponibles ne correspondent qu'à 15 % des besoins.

⁹ *Misión Verdad*, Caracas, 13 février 2017.

En mai 2012, sous Chávez, les mêmes acteurs dénonçaient déjà une coupe de 42 % des devises dans le secteur de la santé ; en 2013, ils annonçaient un niveau de pénurie de 40 % ; en 2014 de 60 %, en 2015 de 70 %. Ce à quoi, après examen des chiffres et statistiques, Pasqualina Curcio répond : *« Ils ne correspondent pas au niveau d'importations enregistrés (...) et encore moins aux rapports financiers annuels des grandes corporations transnationales responsables de l'importation de ces produits. »*

Ces « grandes corporations » reçoivent des devises à taux préférentiel, achètent les produits à l'extérieur et les vendent en bolivars tant au Système public national de santé (SPNS) qu'aux établissements privés. Alors que, de 2003 à 2014, l'importation de produits pharmaceutiques a connu en dollars une augmentation de 463 %, Henry Ventura, ex-ministre de la santé et actuel directeur de l'Ecole de médecine Salvador Allende, chiffres lui aussi en main, signalait en janvier dernier : *« En 2004, les laboratoires ont reçu 608 millions de dollars sans qu'on note de pénuries. »* En revanche, plus rien ne va lorsqu'ils obtiennent *« un total de 3,2 milliards de dollars en 2013 et 2,4 milliards de dollars en 2014¹⁰ »*. Raison pour laquelle, un an auparavant, alors député, il avait déjà exhorté la Procureure de la République Luisa Ortega à enquêter, *« vu qu'on ne trouve plus de médicaments nulle part »*. Semblerait-il sans grand résultat. *« Aucune des grandes corporations pharmaceutiques responsables de l'importation de 50 % des produits pharmaceutiques au Venezuela n'a enregistré des pertes, une diminution des bénéfices ou une chute des ventes durant 2015, note Curcio ; pas plus qu'en 2012, 2013 et 2014. »* Des propos difficilement contestables car confirmés dans son ouvrage par la reproduction des rapports financiers des firmes en question – Abbott Laboratories C.A., Productos Roche, Novartis de Venezuela S.A., Bayer S.A., Pfizer Venezuela S.A., Sanofi-Aventis de Venezuela S.A., Merck S.A., etc¹¹.

Le 2 septembre 1973, neuf jours avant le coup d'Etat de Pinochet, les Chiliens pouvaient lire dans le quotidien *Clarín* : *« "Grâce au travail volontaire, les samedis et dimanches, puis au travail de nuit, nous augmenterons la production du sérum dont notre pays a besoin", affirment unanimement les 45 travailleurs du Laboratoire Sanderson, unique producteur de ce médicament vital au Chili »,* tandis que leur syndicat, se référant à la pénurie artificiellement créée par ce monopole, ajoutait : *« Nous affirmons devant l'opinion publique que notre mouvement légitime (...) a pour objet la défense du pouvoir exécutif lorsqu'il entend réquisitionner les entreprises qui boycottent la production et qui sont vitales et stratégiques pour le pays¹². »*

Comparaison n'est pas raison ? En juin 2017, au Venezuela, les représentants de la Fédération des travailleurs de l'industrie chimique pharmaceutique (Fetrameco) accusaient les laboratoires Calox, Leti, Vargas, Behrens et Cofasa de diminuer leur production de médicaments prioritaires pour la population. De son côté, Richard Briceño, du syndicat des laboratoires Calox, dénonçait : *« Ils utilisent la matière première pour fabriquer des produits vétérinaires et abandonnent l'élaboration des médicaments essentiels¹³. »*

Au mois de février précédent, après une enquête des services de renseignements, plus de six tonnes de médicaments et de matériel chirurgical avaient été saisies dans deux habitations de Maracaibo (Etat de Zulia). Importés grâce aux dollars préférentiels, ils étaient destinés à partir en contrebande, comme le font d'énormes quantités détournées vers la Colombie.

Rien de plus démoralisant pour quiconque que d'être privé de ce qui rend la vie agréable – savon, déodorant, shampoing, dentifrice ou crème à raser. Quatre grandes entreprises contrôlent le marché des produits d'hygiène au Venezuela : Procter & Gamble, Colgate, Kimberly Clark et Johnson & Johnson. D'après leurs rapports financiers annuels, y compris ceux de 2015, aucune n'a enregistré de pertes ni de diminution des ventes. Entre 2004 et 2011, le firme Johnson & Johnson a reçu du gouvernement environ 2,8 millions de dollars par mois ; en 2014, elle en empoche 11,6 millions pour une même période, quatre fois plus que ce qu'elle recevait habituellement : tous ses produits manquent sur les lieux habituels d'écoulement.

En 2014 encore, Procter & Gamble s'est vu octroyer au taux préférentiel 58,7 millions de dollars, 5,3 fois plus que ce qu'elle recevait entre 2004 et 2011 (11 millions de dollars). S'ils mentionnent les difficultés et incertitudes dues aux taux de change évolutifs (et parfois erratiques), ses rapports annuels n'enregistrent ni diminution des ventes ni pertes opérationnelles au Venezuela¹⁴. En juillet 2015, en plein marasme affectant les consommateurs, la firme publie ce communiqué : *« Ces dernières années, la compagnie a fait dans le pays d'importants investissements destinés à augmenter la capacité locale de production et à offrir des innovations dans nos produits. Il en résulte que notre capacité locale de production a augmenté de plus de 50 % et que nous jouissons aujourd'hui d'une absolue préférence des consommateurs vénézuéliens, qui ont fait de nos marques les leaders dans les catégories où elles sont en compétition¹⁵. »*

En ce qui concerne le papier hygiénique, on offrira ici un sujet d'enquête aux journalistes que ce sujet fascine et qui ont du mal à se renouveler : en 2014, l'entreprise responsable de son importation et de sa distribution, Kimberley Clark de Venezuela, a reçu 958 % de devises de plus que celles qui lui ont été assignées entre 2004 et 2011. On

¹⁰ *El Universal*, Caracas, 29 janvier 2017.

¹¹ *La Mano visible del Mercado. Guerra económica en Venezuela*, op. cit (pages 101 à 106).

¹² Miguel González Pino et Arturo Fontaine, *Los mil días de Allende*, Centro de Estudios Públicos, Santiago, 1997.

¹³ *Últimas Noticias*, Caracas, 6 juin 2017.

¹⁴ P & G, 2015, Annual Report.

¹⁵ « Comunicado de P & G », *La Patilla*, Caracas, 30 juillet 2015.

pourrait même suggérer un titre : « Qui a piqué les rouleaux ? » Voir une autre investigation : comment se fait-il que dans tous les restaurants, de la plus modeste « *cantina* » à l'établissement le plus luxueux en passant par les innombrables « *fast food* », on trouve sur toutes les tables, à profusion, des serviettes en papier ?

Comme celui de Chávez, le gouvernement de Maduro se caractériserait par une violente hostilité envers le monde des affaires. Pour preuve : en faisant approuver en 2011 (Chávez) une loi organique sur « les prix juste », le pouvoir impose un plafond aux prix des produits de première nécessité et, en établissant en février 2014 (Maduro) une marge bénéficiaire maximum de 30 % sur les biens et services vendus, il ruine les commerçants. Plus personne ne produit ni ne travaille, les prix étant désormais inférieurs aux coûts de production.

Vue sous un autre angle, on ne jurerait pas que l'occupation de la chaîne Daka en novembre 2013 a été totalement injustifiée : après avoir obtenu plus de 400 millions de dollars d'argent public de 2004 à 2012 pour importer des biens électrodomestiques à bas prix, cette chaîne présente à Caracas, Punto Fijo, Barquisimeto et Valencia surfacturait jusqu'à 1000 % ses produits. Quant aux problèmes du magasin d'électronique et d'audio-visuel Pablo Electronica avec les autorités, ils ont commencé à la même époque lorsque a été découverte une augmentation injustifiée – de 400 % à 2 000 % des prix.

Création du chavisme en 2003, les contrôles ont été longtemps limités aux produits de première nécessité. Le pas supplémentaire effectué par Maduro a eu pour objectif, outre la lutte contre les usuriers et les spéculateurs, de limiter l'inflation (la plus haute d'Amérique latine).

Petites ou moyennes, certaines entreprises ont effectivement des problèmes parce qu'en compétition, dans un contexte hyper-spéculatif, avec de puissants concurrents. De véritables monopoles très souvent. Mais, plus globalement, l'analyse des données de n'importe quelle firme, où qu'elle opère dans le monde, permet de constater que le taux de marge moyen se situe non à 30 %, mais autour de 10 % ou 11 %. Pour tout capitaliste, il s'agit d'un bon résultat. Les économistes néolibéraux devant d'ailleurs reconnaître que les marges bénéficiaires sont élevées au Venezuela, ils objectent que « c'est à cause du risque » – l'argument théorique de la spéculation.

Sur les quarante-deux marchandises mises sur le marché par Polar, seules quatre ont un prix « régulé » : la farine de maïs, le riz, l'huile et les pâtes alimentaires. Cela n'a pas empêché que, avant l'élection présidentielle d'avril 2013, l'ensemble de sa production, et non ces seuls produits, ait reculé de 37 % ; au moment de « *La Salida* » (2014), de 34 % ; avant les législatives de décembre 2015 de 40 %¹⁶.

Pour importer, on l'a vu, les négociants doivent acheter leurs dollars au gouvernement. Nul ne niera ici que le processus bureaucratique complexe ou les changements de règles permanents constituent un casse-tête pour un individu normalement constitué¹⁷. Ni que la masse globale des devises à octroyer a diminué. Ce qui a provoqué – ou plutôt accentué – un marché parallèle sur lequel la monnaie américaine se négocie bien au-dessus du cours officiel.

En décembre 2012, 1 dollar s'échangeait légalement contre 4,30 bolivars et, au taux parallèle, contre 10 bolivars. En 2013, on passait de 6,30 bolivars au cours légal à 20 dollars au marché noir. Durant les deux derniers mois de 2014, le dollar « libre » était 28 fois plus haut que le dollar « gouvernemental ». A la veille des élections législatives du 6 décembre 2015, il culmine à près de 900 bolivars pour un dollar, soit une augmentation de 8 900 % en a peine deux ans ! A l'heure actuelle, il atteint 5 000 bolivars (contre 10 au cours officiel) !

Faute de devises obtenues à travers les mécanismes d'Etat, des particuliers, en quête de valeur refuge, achètent des dollars sur le marché noir. De leur côté, certains acteurs économiques – essentiellement les petites entreprises – se voient dans l'obligation de se tourner eux aussi vers ce monde parallèle. Une fois leur marchandise achetée à l'étranger, ils établissent leur prix de vente : salaires, frais généraux et montant de la facture en dollars reconvertie en bolivars, mais en fonction du taux de change prohibitif, ce qui fait exploser la valeur finale du produit. Dans ce cas précis, on peut légitimement attribuer une part de la responsabilité de l'explosion des prix « à la crise » et à un gouvernement dépassé par les événements.

Toutefois, le phénomène ne s'arrête pas là, ce qui en rendrait les effets relativement limités. Il s'aggrave lorsque les importateurs majeurs, bien qu'ayant reçu des devises au taux préférentiel, calculent leurs prix... en fonction du taux illégal. Pour l'explosion de leurs profits illicites, pour le plus grand malheur du consommateur, qui voit s'écrouler son pouvoir d'achat. Sachant par ailleurs que nombre de corporations, lorsqu'elles reçoivent cinq dollars du pouvoir, n'en utilisent qu'un pour l'importation, et spéculent avec les quatre autres sur ce marché mafieux. Leur « *business* » n'est pas de pourvoir le pays en aliments, nous explique-t-on, mais « *d'acheter et de vendre des dollars, sous prétexte d'acquérir des aliments* ».

Les difficultés deviennent définitivement insolubles pour les autorités quand, par ailleurs, le taux de change parallèle explose parce que manipulé.

Sur ce fameux marché, le taux de change a enregistré une tendance constante à la hausse de 1999 à juillet 2012. Mais, de 26 % en moyenne jusqu'à 2011, cette variation annuelle dérape de 2012 à 2015, passant à 223 % (423 % entre 2014 et 2015), affectant la consommation finale et les processus de production. « *Les variations les plus importantes,*

¹⁶ *El Telégrafo*, Quito, 19 novembre 2016.

¹⁷ On est ainsi passé en 2013 de deux taux de change (l'un officiel, l'autre au marché noir) à quatre taux de change (trois officiels et un au marché noir).

note Curcio dans son ouvrage, *ont été enregistrées en octobre 2012 (présidentielle de Chávez), décembre de la même année (élection des gouverneurs des 24 Etats du pays), avril 2013 (nouvelle présidentielle) et décembre 2013 (élections municipales).* » A partir de la fin 2013, l'augmentation sera soutenue et disproportionnée jusqu'à janvier 2016 (les élections législatives perdues par le chavisme ayant eu lieu en décembre 2015).

« La valeur de la monnaie sur le marché illégal, dénonce Curcio, ne répond à aucun critère économique ni aux variables associées, ne correspond en rien à la réalité, mais obéit à une intention politique qui cherche la déstabilisation à travers la distorsion des marchés et de l'économie en général. »

L'instrument de cette guerre (pas vraiment) invisible s'appelle Dollar Today (DT).

La valeur de la monnaie américaine annoncée chaque matin par ce site Web depuis sa création en 2010 est devenu « la » référence pour qui veut acheter des dollars au marché noir (et pour qui les vend). Comment les créateurs de DT établissent-ils le prix de la devise ? En s'appuyant sur les variations du taux pratiqués par les bureaux de change de... Cúcuta (ville située sur la frontière, côté colombien) !

Cette curiosité a pour origine la « résolution numéro 8 » émise par la Banque de la République (la banque centrale colombienne) le 25 mai 2000, durant le gouvernement d'Andrés Pastrana. Il en résulte que si celle-ci établit la parité du peso, sa monnaie nationale, avec le bolivar, elle autorise les cambistes de la frontière, hors de tout contrôle, à établir leurs propres taux. Ce qu'ils font, en les manipulant arbitrairement et de façon disproportionnée.

Il existe, à Cúcuta, plusieurs centaines de ces bureaux de change légaux et illégaux. En vertu d'une autre loi colombienne tout aussi ahurissante, ces officines peuvent effectuer toute transaction sans les reporter aux autorités de tutelle, pour peu qu'elles soient inférieures à 10 000 dollars – mécanisme on ne peut plus utile pour blanchir l'argent du narcotrafic.

C'est donc cette mafia qui, théoriquement, alimente de ses données Dollar Today. Dont les responsables vivent, comme il se doit, à Miami, d'où ils mènent leur activité. Le plus connu d'entre eux s'appelle **Gustavo Díaz. Ancien militaire, il a participé le 11 avril 2002 au coup d'Etat contre Chávez et a été nommé sous-chef du cabinet militaire (Casa Militar) durant l'éphémère « gouvernement » du président de facto Pedro Carmona. Expulsé de l'armée, il a demandé en 2005 l'asile politique aux Etats-Unis et l'a bien sûr obtenu.**

Qu'on examine cette configuration mafieuse par n'importe quel bout, une conclusion s'impose : c'est avec le soutien de Washington et des autorités de Bogotá qu'est mise en œuvre cette distorsion économique permettant de dévaluer artificiellement la monnaie vénézuélienne et de faire exploser l'inflation (720 % en 2016 d'après le FMI). Le 10 juillet 2015, l'économiste et analyste politique Tony Boza expliquait que DT n'est pas une page Web, *« mais le mécanisme que la Colombie a inventé pour agresser l'économie vénézuélienne ; c'est un acte de guerre ; c'est l'équivalent d'un Plan Colombie, économique, contre le Venezuela¹⁸. »* Rencontré en juin dernier, Luis Salas ne dit pas autre chose : *« Pour réussir à se positionner comme référence du taux de change, il faut une organisation et une capacité de communication qu'une page Web, à elle seule, ne possède pas. »*

Ce que **Gustavo Díaz confirme à sa manière. Alors que la Banque centrale vénézuélienne** accuse les responsables de DT de tomber sous le coup de la loi fédérale américaine Racketeer Influenced and Corrupt Organizations (RICO) ciblant les organisations criminelles, il confie : *« Notre crainte est qu'il y ait un procès, qu'on connaisse ainsi toutes les personnes qui travaillent avec nous et que le gouvernement [vénézuélien] puisse les attaquer directement. Il y a beaucoup de gens derrière nous¹⁹. »*

Historiquement, sur les 2 300 kilomètres de leur frontière commune, une grande partie de la vie « sociale » vénézolano-colombienne a reposé sur la contrebande. Une contrebande « traditionnelle », similaire à celle qu'on observe dans toute zone frontalière, quel que soit le continent. On entre évidemment dans un trafic d'une tout autre nature lorsque, en révélant l'ampleur, 12 210 tonnes – 12 210 tonnes ! – d'aliments, dont manquent cruellement les Vénézuéliens, sont interceptées de janvier à novembre 2014 en direction de la frontière par les forces de la Commission nationale de lutte contre la contrebande. Pour une tonne récupérée de cette « contrebande d'extraction » combien parviennent à destination (avec la complicité, dans un certain nombre de cas, de gardes nationaux ou de militaires vénézuéliens) ? Compte tenu de leur prix subventionné au Venezuela, la valeur du lait, du sucre ou du... papier toilette, peuvent être multipliés par dix en arrivant dans le pays voisin.

En 2016, entre 8 000 et 22 000 litres d'essence s'y dirigeant clandestinement ont été saisis quotidiennement avant de parvenir à destination. On peut incriminer la différence abyssale de son prix de vente entre les deux pays. Mais, là encore, le gouvernement colombien a une responsabilité directe dans le pillage organisé des richesses du Venezuela. Depuis le 10 août 2001, la loi (colombienne) 681 autorise les « petits importateurs d'essence » – comme c'est bien dit ! – à distribuer le combustible en marge de l'entreprise nationale Ecopetrol. Mieux : rendant la contrebande du combustible légale, Ecopetrol se réserve le droit de leur racheter l'essence à prix réduit.

Le 3 mai 2016, après qu'aient été réalisés par ses services 5 087 inspections dans plus de 1 500 établissements privés, mais aussi publics, de distribution d'aliments et de biens prioritaires dans tout le pays, le Défenseur du peuple Tarek

¹⁸ « *Cultura al día* », Alba Ciudad, Caracas, 10 juillet 2015.

¹⁹ BBC Mundo, 7 mars 2016.

William Saab déclara publiquement : « On a détecté de nombreux actes illicites où l'on suspecte la complicité de fonctionnaires et de personnes liées à l'entreprise privée. La justice doit agir avec force et leur appliquer tout le poids de la loi. »

Le 14 août suivant, dans le quotidien *Últimas Noticias*, l'éditorialiste Eleazar Díaz Rangel s'insurgeait : « Il y a deux semaines, on nous a annoncé, dans un rapport de la Grande mission approvisionnement souverain, qu'on a arrêté soixante-dix bachaqueros dans cette zone [de Petare ; quartier populaire de la capitale] (...) Que l'on sache, aucun n'a été jugé bien qu'il ait commis des délits mentionnés dans la Constitution et dans la Loi des prix justes. On n'a pas connaissance non plus d'une quelconque condamnation. (...) On ne comprend pas cette contradiction. Si l'on ne peut exiger que les rayons soient garnis et qu'il soit possible de tout obtenir tant que la production n'augmente pas, je crois que, oui, on devrait pouvoir montrer les résultats de sanctions infligés aux coupables de ces délits prévus dans notre Constitution. »

La corruption ? Elle existe. Trop. Et à tous les niveaux. Chez les « chavistes ». Mais pas que chez eux (ce serait trop beau).

Les témoignages abondent de négociateurs étrangers qui doivent composer avec des « *Señores 10 %* » pour obtenir un marché ou faire des affaires dans le pays. Dans les ports, il n'est pas rare que quelque douanier, militaire ou fonctionnaire ne réclame sa dîme pour laisser procéder au débarquement des cargaisons. « *Si les importateurs tentent d'échapper aux pots de vin*, a dénoncé Luis Peña, directeur des opérations de Premier Foods, dont le siège se trouve à Caracas, *les aliments restent sur place et pourrissent.* »

Ici, on assiste à la mise en examen d'un ex-gérant du Fonds sino-vénézuélien pour le détournement présumé de 84 millions de dollars destinés à la production d'aliments en 2011 et 2012. Là, c'est l'ex-président et gérant de l'entreprise mixte socialiste Leguminosas del Alba, Oscar Pérez Fuentes, qui est inculpé pour sa responsabilité dans la contrebande de 120 tonnes de haricots secs (mai 2016). Là-bas, à Miami, le 18 juillet 2014, le « bolibourgeois » Benny Palmeri-Bacchi est arrêté à l'aéroport par des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA). Accusé de trafic de cocaïne et de blanchiment d'argent, il appartenait au comité directeur de la Chambre des entrepreneurs vénézuéliens du Marché commun du sud (Mercosur) et possédait, entre le sud de la Floride et le Venezuela, une demi-douzaine d'entreprises ayant pour activité l'importation d'aliments.

A Miami, précisément, ainsi que dans les agglomérations aisées qui l'entourent, est également concentrée la plus grande communauté des Vénézuéliens de la diaspora, majoritairement « anti-chaviste », exilés avec des comptes en banque dans certains cas alimentés à grands coups de trafics, de dessous de table, de pots de vin et de piston. La délinquance n'a ni couleur ni idéologie. « Bolibourgeois » et bourgeois traditionnels travaillent sans difficulté la main dans la main.

Le 26 mai 2014, le député Ricardo Sandino, président de la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale, alors dominée par le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), informait ses collègues que la défunte Commission d'administration des devises (Cadivi) avait approuvé le déblocage de 20 milliards de dollars pour des importations jamais arrivées au pays. En juin 2014, après avoir été écarté du gouvernement, Jorge Giordani qui, ministre de la Planification ou des Finances de Chávez, a régné sur la vie économique vénézuélienne de 1999 à 2014, dénoncera que pour la seule année 2012, 25 milliards de dollars ont été volés et dilapidés à travers les mécanismes d'obtention de devises.

En février 2016, en compagnie d'Héctor Navarro, ex-ministre expulsé du PSUV en 2014, il fera monter la barre très haut en évoquant la somme de 300 milliards de dollars déviée en dix ans à travers des importations fictives et la pratique de la surfacturation. Dommage qu'il n'ait pas profité de cet esclandre pour procéder à une autocritique sur sa part de responsabilité ni surtout apporter une quelconque preuve utile pour démasquer et traquer les délinquants.

Plus extravagante sera la récente déclaration en conférence de presse de la Procureure de la République Luisa Ortega lorsque, ayant rompu avec le pouvoir, elle affirmera sur un ton menaçant, après avoir accusé le président Maduro de « crime contre l'Humanité » pour la répression des manifestations et la convocation d'une Assemblée constituante, avoir entre ses mains « 36 124 enquêtes sur des cas de corruption²⁰ ». Sans tomber dans une polémique facile, on s'interrogera : comment se fait-il que si peu d'affaires aient été jugées depuis le temps qu'elle occupe sa fonction – elle a été nommée en 2007 – et pourquoi cette affirmation fracassante après avoir rejoint les rangs de l'opposition et pas avant ?

Bien réelle, cette corruption endémique participe de l'anarchie dans la distribution des biens essentiels et le pillage de l'Etat. Encore convient-il de ne pas en faire l'alpha et l'oméga de la crise, imputée par définition à feu Chávez ou au président Maduro. Interrogé sur les fameuses « entreprises fictives » (« *empresas de maletín* »), l'économiste Luis Salas répond : « *J'ai fait un travail où j'ai démontré que, avec le contrôle des changes, les entreprises fictives créées par des chavistes ou autres ont existé. Mais, lorsqu'on examine la comptabilité des devises octroyées par le gouvernement entre 2003 et 2012, on se rend compte qu'elles ont été accaparées par les grandes entreprises, les monopoles, Polar, Cargill, les labos pharmaceutiques, les firmes automobiles... En gros, les entreprises fictives qui n'ont rien importé et détourné*

²⁰ *El Universal*, Caracas, 31 juillet 2017.

l'argent représentent 10 % de l'octroi de devises. La grande fraude, c'est les transnationales. La droite met en évidence les entreprises de maletín pour occulter cette responsabilité²¹. »

A travers divers mécanismes, la surfacturation existe, pour ne citer qu'elle. Par exemple lorsque les transnationales s'achètent leurs produits à elles-mêmes, et que la maison mère, à l'étranger, gonfle ses prix.

En 2012, dernière année de gestion de Chávez, celle où il y a eu le plus d'importations, celles-ci n'ont été que d'un cinquième supérieures à celles de 2003 en terme matériel, par tonne ou par kilo. En revanche, elles ont coûté cinq fois plus cher. *« Cela signifie que, bien qu'on importe quasiment la même chose, la croissance n'a pas été dans les quantités mais dans les prix. Dans un contexte mondial de déflation ! Le niveau de la demande de devises a été totalement injustifié. »*

Passé inaperçue ou tolérée lorsque le prix du baril était élevé, l'anomalie saute aux yeux dès lors que les revenus de l'Etat diminuent et qu'il faut compter sou à sou.

« Je le dis en forme d'autocritique, il y a eu une absence de contrôle, admet Iván Gil, évoquant ce qu'il appelle l'« intoxication de devises ». Toutefois, il y a des raisons. Quand Chávez est arrivé au pouvoir, le pays connaissait une pauvreté de plus de 50 %. Les Vénézuéliens ne mangeaient pas. On vivait ce paradoxe des boutiques pleines et des estomacs vides, les gens n'avaient pas d'argent. La première réaction de Chavez a donc été d'alimenter la population. Et ça s'est fait par toutes les voies, semer, augmenter les importations. On était capable d'acheter à l'extérieur n'importe quelle quantité, on avait de l'argent. Il fallait le faire et on l'a fait, mais le coût a été très élevé car, à une telle vitesse de paiement de la dette sociale, il a été très difficile de tout contrôler. Sachant par ailleurs que, en matière d'alimentation par exemple, l'Etat manquait de structures pour la transformation et la distribution, abandonnées au secteur privé. Le défi aujourd'hui est d'en reprendre le contrôle, mais ça ne se fait pas du jour au lendemain. »

De son côté, dès 2014, Freddy Bernal, actuel secrétaire général des Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) et ministre de l'agriculture urbaine, n'hésitait pas à « mettre les pieds dans le plat » : *« Ça ne serait pas une mauvaise chose pour le gouvernement d'avoir des conseillers économiques qui soient non seulement chavistes, mais aussi économistes²² ! »* C'est dire qu'il ne s'agit pas ici d'absoudre de toute faute ou erreur les gestions des présidents Chávez et Maduro. Lucidement, un ancien membre du gouvernement sait faire la part des choses : *« Je suis conscient que le pouvoir a parfois exagéré en mettant sur le dos de la guerre économique des erreurs dont il est lui-même responsable. »* Mais il ajoute immédiatement : *« Toutefois, il y a une réalité : la guerre économique existe, ce n'est ni une excuse ni de la paranoïa. »*

Alors que les médias dominants l'occultent systématiquement, on estimera cette opération de déstabilisation responsable à 70 % de la crise mortifère qui affecte le pays. Ce n'est tout de même pas par hasard si les phases majeures de désapprovisionnement interviennent dans des moments précis, à la veille de rendez-vous électoraux – référendum constitutionnel (2007), élections présidentielles de 2012 et 2013, municipales de 2013, législatives de 2015 – et dans la phase actuelle baptisée « Heure zéro » par l'opposition.

Sacrés médias, serait-on tenté de sourire si l'on négligeait leur énorme responsabilité dans la manipulation de l'opinion... *« Au Venezuela, la pénurie alimentaire pousse les habitants à manger les animaux des zoos », titre VSD le 16 août 2016. « Des chiens sont abattus et dépecés en pleine rue pour leur viande », annonce le même jour Atlantico. Alors que, en moyenne, d'après La Dépêche (19 août 2016), « chaque habitant a perdu en moyenne trois à cinq kilos », pour ses confrères de L'Express, « le Vénézuélien moyen a perdu 8,5 kg en 2016 en raison de la crise alimentaire » (22 février 2017)²³. Ils devaient à l'évidence être frappés d'obésité au départ si l'on en juge par la silhouette des participants aux manifestations de l'opposition – des gens qui meurent de faim avec des masques à gaz supersophistiqués sur le nez²⁴.*

Plus sérieusement, *« les pénuries ont eu un impact considérable sur la vie quotidienne, les habitudes et les modes de consommation »,* témoigne un « chaviste » de base qui vit dans le centre de Caracas, à La Candelaria. Estimant avoir perdu deux bons kilos, il ajoute : *« Il y a évidemment une fatigue, une chute du moral, surtout parce qu'on venait d'une énorme facilité en matière de consommation, ces dix dernières années... »*

Contrairement à ce qu'affirment les officines de propagande, le Venezuela n'a néanmoins rien d'une nouvelle Somalie. D'après l'Institut national de la nutrition, le pays importe annuellement par personne 138 dollars d'aliments (82,5 en 2004)²⁵. En y ajoutant la production nationale, chaque citoyen dispose statistiquement pour se nourrir de 476 kilos par an (396,3 en 1999). Toutefois, à l'exception des classes moyenne et supérieure où, sauf périodes cycliques pendant lesquelles disparaît un produit particulier, le pouvoir d'achat permet de continuer à s'approvisionner quel que soit le prix, tous les Vénézuéliens sont incontestablement affectés par la crise. Alors qu'en « disponibilité énergétique » le pays était arrivé en 2012 à 3200 calories/jour (l'indicateur d'un pays développé), cette moyenne a

²¹ On peut entre autres suivre les travaux de Luis Salas sur le site 15ultimo.com

²² Entretien sur la chaîne Globovisión rapporté dans El Nacional du 30 juin 2014.

²³ D'après une « étude » réalisée par des « scientifiques » de l'Université centrale du Venezuela, l'Université catholique Andrés Bello, l'Université Simón Bolívar, le groupe alimentaire Fundación Bengoa et d'autres ONG.

²⁴ « Au Venezuela, la fable des manifestations pacifiques », Mémoire des luttes, 15 juin 2017.

²⁵ « Venezuela : estadísticas alimentarias », Caracas, 8 mai 2017.

chuté pour s'établir à 2883 calories/jour – une réduction notable, mais toujours au-dessus des recommandations de la FAO (2720).

Sans tomber dans un humour déplacé compte tenu des souffrances de leurs compatriotes, certains y trouvent même quelques avantages : « *Nous étions habitués à des indices exagérés de consommation. Alors que l'Organisation mondiale de la santé [OMS] recommande une disponibilité de 15 kilos de sucre par an et par personne, nous étions à 40 ! Une consommation excessive pour la santé, mais c'était un produit très bon marché, car subventionné...* »

Pour répondre à l'agression multiforme de cette guerre économique, le pouvoir a repris l'offensive. « *Nous allons vers une consommation chaque jour plus planifiée pour rationaliser l'utilisation des devises*, explique Iván Gil. *Mais nous sommes face à un défi. Alors que l'Etat a réduit drastiquement les devises au privé pour l'importation d'aliments, et les importe désormais lui-même, comment faisons-nous pour qu'ils arrivent à tout le monde, et de façon égale ?* »

Administrés par les collectifs d'habitants, les CLAP apportent une première réponse, fût-elle provisoire et limitée. En distribuant tous les quinze jours aux habitants des quartiers populaires, pour 10 870 bolivars, un panier alimentaire qui en coûterait 140 000 dans la rue, ils ont ramené le sourire sur de nombreux visages et desserré l'étau des pénuries.

Il n'est pas anodin que, dans le cadre des violences exercées par les commandos de choc de l'opposition depuis début avril, la séquestration de camions d'aliments ainsi que l'attaque de dépôts du Mercal (magasins d'alimentation à bas prix de l'Etat et entrepôts des CLAP) et de « Centres d'approvisionnement bicentenaire » paraissent devenir une priorité. A la mi-juillet, à Lecheria (Etat d'Anzoategui), entre 50 et 60 tonnes de beurre, pâtes, viande, sucre, lait, riz, sont ainsi partis en fumée²⁶. Il leur faut affamer le peuple pour atteindre leurs fins.

Tant le FMI que la Banque mondiale (BM) ou la Banque interaméricaine de développement (BID) tirent la sonnette d'alarme. D'après leurs dernières déclarations, à la mi-juillet, « *les cent jours de manifestations ont laissé un solde très négatif pour l'économie vénézuélienne.* » Du fait des « *heures non travaillées, des pertes à l'exportation, de la baisse de production du secteur électrique, de la diminution des ventes, des difficultés pour approvisionner des sites problématiques et des coûts en matière de santé et de sécurité* », ils évaluent déjà à 5 % la chute du PIB – l'équivalent du « *paro petrolero* » (grève pétrolière) de décembre 2002 – janvier 2003, induisant une perte de 21 milliards de dollars²⁷.

Dans le même temps, et depuis 2013, alors que Caracas a payé rubis sur l'ongle – ce que lui reproche la gauche du chavisme – 63,56 milliards de dollars pour le service de sa dette, le « *risque pays* » a augmenté de 202 %, passant de 768 en 2012 à 2323 en 2016 et rendant prohibitif tout emprunt sur le marché bancaire international. Si l'on rajoute que la City Bank américaine a fermé les comptes du Venezuela (pas ceux des particuliers, juste ceux du gouvernement), une conclusion s'impose : c'est bien d'un étranglement économique qu'il s'agit. Sans préjuger des sanctions annoncées par « le maître de la Maison-Blanche », Donald Trump...

C'est fort de son aval que l'opposition « *golpista* » a appelé à une grève générale et à la paralysie du pays les 26 et 27 juillet, pour s'opposer à l'élection de l'Assemblée nationale constituante (ANC). Prêtant à sourire, plusieurs de ses dirigeants ont incité la population à constituer des réserves de nourriture et de produits de base pour toute la semaine. Curieux, non ? Où s'approvisionner quand, d'après eux, on ne trouve plus rien nulle part, ni dans les boutiques ni dans les supermarchés ?

Faute de possibilité de dialogue avec une opposition uniquement attachée à le renverser, le président Maduro, en se basant sur l'article 348 de la Constitution, a en effet convoqué et fait élire le 30 juillet cette ANC pour donner la parole au peuple, « *ramener l'ordre, faire justice et défendre la paix* ». L'avenir dira si ce grand « *remue-méninge* », outre la remobilisation réussie du « *chavisme historique* », parviendra à répondre aux défis posés par la conjoncture et entraînera une large réflexion collective.

En tout cas, les questions ne manquent pas. Comment diversifier les exportations ? Avec quoi et où ? Comment rendre efficaces les contrôles ? Comment s'assurer que les biens ayant fait l'objet d'un octroi de devises sont bien importés ? Comment, après avoir démocratisé la consommation, démocratiser la production ? Comment normaliser la distribution des biens essentiels ? Pourquoi ne pas utiliser des mesures plus radicales et « *prendre les choses en main* » quand il le faut : lorsque manque artificiellement le pain, est-il plus difficile d'empaqueter de la farine que de produire du pétrole, ce que fait parfaitement l'Etat ? Et pourquoi ne pas nationaliser l'industrie pharmaceutique ? Ouvrir le passage à de nouveaux acteurs économiques ? Augmenter et rendre efficace la propriété sociale des moyens de production ? Créer des entreprises alternatives plutôt que d'étatiser les secteurs qui sabotent l'économie ? Les réponses à ces questions n'impliquent pas forcément d'être introduites dans la Constitution réactualisée. Mais cette reprise d'initiative du chavisme et ce vaste chantier permettront sans doute de les poser. Et de trouver des parades à la guerre implacable et sournoise menée autant contre le peuple que contre l'économie.

Maurice Lemoine

²⁶ Lire Marco Teruggi, « *Brûler la nourriture : nouvelle tactique de la bataille des trente jours* », *Venezuela Infos*, 13 juillet 2017.

²⁷ *El Mundo*, Caracas, 17 juillet 2017.